

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le FMI est, plus que jamais, au service des multinationales et des spéculateurs

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 22 août 2010

Démocratie & Socialisme

Le « FMI nouveau » serait arrivé. L'ancien FMI et ses plans d'ajustements structurels » qui avaient semé misère et inégalités dans les pays du Sud aurait disparu comme par enchantement sous les effets de la crise de 2008-2009.

Pour Le Monde 26/03/2010 : « *M. Strauss-Kahn, lui, voit couronnée son ambition de donner au Fonds une nouvelle jeunesse. Depuis qu'il en est le Directeur général, il a multiplié les réformes : augmentation des ressources financières, nouvelles répartitions des droits de vote...* »

Le nouveau Directeur général du FMI, Dominique Strauss Khan monte lui-même au créneau et tente de persuader les salariés grecs et européens que cette institution a changé : « *Les Grecs et les autres doivent voir le FMI tel qu'il est aujourd'hui. Le FMI est une sorte d'organisation de collaboration* » (Nouvel Obs.com 25/04/201).

Mais « *le FMI tel qu'il est aujourd'hui* » n'a rien à envier au FMI d'hier. Il reste toujours aussi anti-démocratique. Il impose toujours aux pays qui sont obligés de solliciter ses crédits des « *Plans d'Ajustements Structurels* » tout aussi favorables aux multinationales, aux banques et aux spéculateurs qu'hier, tout aussi défavorables aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, aux services publics.

Une institution discréditée remise à flot par le G20

Le FMI était pourtant considérablement discrédité et affaibli avant la crise de 2008-2009. Il n'avait plus que 17 milliards de crédits en portefeuille à la suite du remboursement anticipé de leurs dettes par plusieurs pays du Sud bien décidés à échapper à ses griffes. Quant à ses deux derniers directeurs généraux, ils avaient du démissionner avant la fin de leur mandat...

Le FMI et son nouveau Directeur général, arrivé en novembre 2007 avec le soutien sans faille de Sarkozy, ont été remis en selle par la crise de 2008-2009 (le malheur des uns fait le bonheur des autres) et les 1 000 milliards de dollars que lui a accordés le G20 réuni à Londres le 2 avril 2009. Ces 1 000 milliards de dollars lui ont été confiés dans un but bien précis : remettre de l'ordre (néolibéral) dans l'économie mondiale. DSK s'est empressé d'obtempérer.

Une institution antidémocratique avant DSK

Le FMI comptait 186 membres. Mais son fonctionnement n'avait rien de démocratique. Nous étions très loin du seul principe démocratique acceptable « *Un pays, une voix* ».

Le vote y était censitaire et lié à la quote-part versée par un Etat en fonction du montant de son PIB.

Les 10 premiers pays qui représentent plus de 50 % du PIB mondial avaient la majorité des droits de vote. Il ne fallait donc pas s'étonner si la politique du FMI favorisait outrageusement les pays les plus riches.

La majorité requise pour les décisions importantes était de 85 %. Cela revenait à accorder un droit de veto aux États-Unis qui détenait 16,79 % des droits de vote.

Sa gestion courante était confiée à un Conseil d'Administration composé d'un président et de 24 administrateur représentant chacun une nation. 8 d'entre elles avaient un représentant permanent (USA, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Chine, Russie et Arabie saoudite) les 16 autres étaient élus.

L'Afrique au Sud du Sahara ne disposait que de deux membres au sein du CA et ces deux membres devaient exprimer le point de vue de 48 pays. La France disposait à elle seule d'un administrateur. Les pays de l'UE avaient 8 représentants au sein du CA sur un total de 24 membres, soit un tiers d'entre eux.

Avant DSK, l'instrumentalisation de la dette publique des pays du Sud

Cette dette avait été contractée durant les années 1960 et 1970. Elle avait été, le plus souvent, accordée à des dictatures : l'Indonésie de Suharto, l'Irak de Saddam Hussein, le Brésil de la junte militaire, les Philippines de Marcos, le Maroc d'Hassan II, le Chili de Pinochet, l'Iran du Shan, le Nicaragua de Somoza, la République haïtienne de Duvalier, l'Ouganda d'Idi Amin Dada, la Centrafrique de Bokassa, le Zaïre de Mobutu...

Les banques privées du Nord comme la Banque mondiale avaient, au cours de ces années, prêté au pays en voie de développement à des taux très bas, voire même négatifs en tenant compte de l'inflation. Les banques du Nord avaient alors pléthore de capitaux, notamment les dollars détenus par des banques non américaines (les « eurodollars ») et les « pétrodollars ».

Après l'élection de Margaret Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et celle de Ronald Reagan aux États-Unis en 1980, l'économie néolibérale prenait son essor. Les taux d'intérêt des prêts accordés aux pays du Sud (à taux variables...) augmentaient rapidement et, alors qu'ils étaient de l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, ils passaient à 16-18 % au milieu des années 1980. « Ainsi, du jour au lendemain, les pays du Sud ont dû rembourser trois fois plus d'intérêts tandis que les revenus d'exportation étaient en baisse » [1].

Le Sud avait donc dû emprunter de nouveau pour rembourser sa dette mais à des taux très élevés. Le piège de la dette s'était refermé sur les pays du Sud.

Avant DSK : des « Plans d'Ajustements Structurels » au service des sociétés transnationales, des banques et des spéculateurs

Les pays du Sud étant sous le joug de ses créanciers, la Banque Mondiale et le FMI avaient consenti à leur accorder des prêts (destinés à payer le service de leur dette et à financer les importations venant des pays du Nord) mais en conditionnant leurs prêts aux fameux « Plans d'Ajustement Structurels » (PAS) du FMI.

Le but de ces PAS, fondés sur « le compromis de Washington » de 1989, était d'obliger les pays qui voulaient bénéficier de ces prêts à accepter une plus grande ouverture aux capitaux, aux produits des sociétés transnationales du Nord ; à accepter la privatisation des entreprises publiques ainsi que l'austérité budgétaire.

Pour faciliter les exportations, les PAS obligeait les pays qui faisaient appel au FMI et à la Banque Mondiale à dévaluer leur monnaie. Les subventions accordées aux produits agricoles de base devaient être supprimées. Les

produits agricoles nord-américains et européens envahirent alors les marchés locaux. Les PAS exigeaient l'élimination des barrières tarifaires protectrice. Le but était de rendre l'économie plus « *compétitive* », toujours sous le même prétexte, celui de pouvoir rembourser la dette.

La libre circulation des capitaux était également imposée : le contrôle des changes devait être éliminé. Les sociétés étrangères devaient pouvoir rapatrier leurs profits vers le Nord en devises (dollars, livres...)

La réalisation des prêts du FMI étaient conditionnés à ces réformes structurelles. Pour commencer à percevoir le premier dollar de ces prêts, il fallait que ces réformes soient substantiellement engagées. Pour continuer à les percevoir, il fallait que le suivi trimestriel organisé par le FMI soit positif. Car les prêts n'étaient débloqués que tranche par tranche.

Avec DSK, le FMI est toujours aussi anti-démocratique

Rien n'a vraiment changé dans le fonctionnement du FMI, le droit de vote est toujours lié à la richesse d'un pays, le Conseil d'Administration est toujours composé de façon aussi inégalitaire, les décisions importantes nécessitent toujours 85 % des voix et les États-Unis qui conservent toujours 16,79 % des voix ont détiennent toujours le même droit de veto.

Le tapage médiatique organisé autour de la réforme du FMI ne permet pas de dissimuler le caractère cosmétique de cette réforme. La nouvelle répartition des droits de vote réduit, en effet, la part des pays riches de 2,78 % seulement. Ces quelques miettes sont distribuées aux pays émergents comme la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, le Brésil et le Mexique.

Les « perdants » seraient le Royaume Uni et la France. Mais, en fait, la Chine disposera d'une quote-part de 3,99 % alors que celle de la France sera encore de 4,50. Les pays du Nord conservent près de 58 % des voix et continueront à imposer, comme par le passé, leurs vues aux pays pauvres.

Les pays les moins avancés n'obtiennent aucune réévaluation de leurs poids au sein du FMI. A terme de la réforme 89 pays auront toujours un droit de vote inférieur à 0,1 % et seuls 12 pays d'Afrique subsaharienne dépasseront ce seuil.

Rien n'a donc changé sous le soleil du FMI et personne ne pouvait imaginer le contraire, notamment que les États-Unis pourraient abandonner leur droit de veto qui fait du FMI un instrument aux mains des États-Unis.

Avec DSK, le FMI instrumentalise la dette publique des pays du Nord comme du Sud

Le but est identique dans les deux cas : obliger les Etats qui ne peuvent pas faire autrement qu'emprunter au FMI à accélérer les réformes « *structurelles* » de leurs économies.

Le premier but de ces réformes est de diminuer les dépenses publiques (salaires des fonctionnaires, retraites par répartition, investissements dans la santé ou l'éducation...) pour permettre le remboursement des dettes publiques

souscrites par les banques et les spéculateurs. Ces mêmes banques et ces mêmes spéculateurs qui avaient précipité l'économie mondiale dans la crise de 2008-2009 et dont le renflouement est à l'origine de l'explosion des dettes publiques. Le FMI, en l'occurrence joue le rôle d'une agence de recouvrement de fonds dans le cadre d'un deuxième plan de refinancement des banques. .

Le deuxième objectif de ces réformes est de livrer les services publics de ces pays aux firmes transnationales.

Le troisième objectif de ces réformes « *structurelles* » est de « *flexibiliser* » le marché du travail c'est-à-dire de rendre les licenciements et les délocalisations plus faciles pour les employeurs, de diminuer les allocations-chômage sous prétexte d'obliger les chômeurs à chercher du travail alors que la crise détruit des millions d'emplois dans le monde.

Le quatrième objectif est d'augmenter les profits en multipliant les exonérations de cotisations sociales ou d'impôts pour les entreprises, sous prétexte de diminuer les « *prélèvements obligatoires* », en gelant ou en baissant carrément les salaires.

Le FMI (main dans la main avec l'Union européenne dans la plupart des cas) instrumentalise aujourd'hui les dettes de la périphérie des pays du Nord (pays d'Europe centrale et orientale, pays du Sud de l'Europe) pour leurs imposer ces « *réformes structurelles* » néolibérales. Les mêmes réformes qui nous avaient mené tout droit à la crise de 2008-2009.

Il ne dédaigne pas, pour autant, imposer sa loi à un pays comme le Nicaragua où il suspend le paiement d'un crédit de 18 millions de dollars après que le gouvernement de ce pays ait accordé, en mai 2010, une prime mensuelle de 529 cordobas (25 dollars) aux travailleurs du secteur public à bas revenus.

Avec DSK, les « *Plans d'Ajustements Structurels* » au service des sociétés transnationales, des banques et des spéculateurs se multiplient

Officiellement, le « *consensus de Washington* » n'a plus cours mais en réalité les conditions qu'impose le FMI aux pays qui font appel à lui pour faire face aux échéances de leurs dettes publiques, n'ont pas changé et leur logique est toujours la même.

Il suffit de passer en revue les « *Plans d'ajustement structurels* » imposés aux pays de l'est et du sud de l'Europe pour s'en rendre compte.

Hongrie

Ce fut le premier pays à solliciter un prêt du FMI après la crise financière. Ce prêt a été conditionné à la suppression du 13ème mois de salaires des fonctionnaires hongrois.

Lettonie

L'accord signé en juin 2009 conditionne l'octroi d'un prêt du FMI de 7,5 milliards de dollars à une baisse de 15 % du salaire des fonctionnaires, à une diminution du salaire minimum et à une baisse du montant des retraites.

La Cour Constitutionnelle de Lettonie ayant estimé inconstitutionnelle cette diminution du montant des retraites, le FMI se refuse à réaliser la deuxième tranche d'un prêt pourtant accordé. Qu'importe si depuis la signature de l'accord, le chômage a augmenté de 150 %.

Roumanie

La Roumanie a conclu en mars 2009 un accord avec le FMI, l'Union européenne et la Banque Mondiale.

La réalisation d'un prêt de 20 milliards d'euros est conditionnée, tout d'abord, à la réduction de la masse salariale du secteur public de 9 % à 6 % du PIB en cinq ans, impliquant diminution de salaires et 100 000 suppressions de postes. Conditionnée, ensuite, à une « réforme » du système de retraites.

Le FMI et l'UE en mission à Bucarest le 14 décembre 2009, n'ont pas hésité à intervenir directement dans l'élaboration du budget 2010. .

Ukraine

Ce pays avait jugé « inacceptables » les conditions imposées par le FMI : relèvement progressif de l'âge de la retraite et hausse des tarifs du logement. Le FMI avait alors stoppé ses financements.

L'Ukraine semble, de nouveau, obligée de négocier avec le FMI qui maintient ses premières conditions et ajoute l'exigence d'une réforme « structurelle » des secteurs financiers et énergétiques permettant de livrer ces secteurs aux intérêts des firmes transnationales. .

Islande

L'Islande était la meilleure élève du néolibéralisme avec en première ligne ses trois principales banques : Kaupthing, Glitnir et Landbanskinn, privatisées en 2003.

La dernière de ces trois banques, Landbanski, était particulièrement agressive. Elle avait créé une filiale en ligne (pas de guichets, seulement une liaison par l'internet), « Icesave » qui offrait des rendements particulièrement risqués mais très rémunérateurs à ses clients. Elle avait été lancée au Royaume Uni en octobre 2006, avec son siège social au coeur de la City,

Quand les marchés financiers se sont effondrés, les trois banques islandaises ont été parmi les premières à faire faillite. Les comptes d'« Icesave » ont été aussitôt gelés.

Alors que des files d'attente commençaient à s'allonger devant les banques britanniques, le gouvernement anglais avait eu peur de la panique que pouvait déclencher le gel des comptes d'« Icesave ». Il avait donc décidé d'indemniser en grande partie les spéculateurs qui avaient déposé leurs fonds chez cette filiale de la Landbanskinn. La Haye a fait de même pour les clients néerlandais.

Londres et La Haye se sont ensuite retournés contre Reykjavik pour exiger la restitution des sommes qu'ils avaient déboursées.

Complètement étranglée, en plein récession, l'Islande a du faire appel au FMI. Ce dernier, comme d'habitude, a ajouté la misère à la misère en exigeant, en contrepartie d'un prêt de 2,1 milliards d'euros des coupes claires dans les dépenses publiques (santé, éducation), des augmentations d'impôts indirects et une hausse des taux d'intérêts qui asphyxie les particuliers et les petites entreprises.

Mais, seules les deux premières tranches de ce prêt ont été débloquées, pour un total de 1,1 milliards. Le déblocage d'une troisième tranche est soumise à l'acceptation par l'Islande de payer le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Ce que les Islandais ont refusé lors du référendum du 6 mars dernier où 93,3 % des votants se sont prononcés contre le paiement de 4 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Grèce

C'est le laboratoire de ce qui attend tous les salariés européens si nous laissons faire le FMI et la Commission européenne.

Toute la panoplie des réformes « *structurelles* », des Plans d'ajustements structurels du FMI s'y déploie.

Suppression de deux mois de salaires des fonctionnaires.

Recul de l'âge légal de la retraite, de 5 ans pour les femmes, en fonction de l'espérance de vie pour les hommes. Le montant de la retraite n'est plus calculé sur le dernier salaire mais sur l'ensemble de la carrière, entraînant une baisse du montant net de la retraite de plus de 50 %.

Taux de la TVA porté de 19 % à 23 %. Taxe sur les carburants augmentée deux fois de suite de 10 %.

Suppression des quelques obstacles aux licenciements existant dans le droit du travail grec.

Instauration d'un salaire minimum spécifique pour les jeunes et les chômeurs de longue durée, à l'image du CPE que la droite avait voulu imposer en France.

Réductions des dépenses de l'Etat (santé, éducation,) de 1,5 milliard d'euros.

Les services publics sont privatisés et livrés aux multinationales européennes. 49 % de Trainose, la filiale transport du groupe ferroviaire public Ose sont offerts aux appétits du secteur privé grec et étranger. Il en va de même pour 10 % de la société publique d'électricité. Les ports de Salonique et du Pirée, comme les ports régionaux voient les intérêts privés entrer pour 49 % dans leur capital social.

Le gouvernement grec a perdu toute autonomie en matière budgétaire et économique. La Grèce fait l'objet d'un suivi trimestriel du FMI et DSK en a brandi la menace : si les mesures prévues ne sont pas prises, le FMI, comme l'UE « *pourraient être amenés à se retirer* ». Le chômage atteint 20 % de la population active.

Le FMI, avant même que l'Espagne ait eu à faire appel à lui, intervient dans la conduite de son économie

Alors que l'Espagne compte, elle aussi, plus de 20 % de chômeurs au premier trimestre 2010, DSK affirme : « *Le marché du travail doit être plus efficace et la manière dont les gens sont embauchés ou parfois renvoyés doit être faite de la même manière que dans le reste de l'Europe, pas plus, pas moins* ». La traduction est facile : moins de CDI, plus de CPE, plus de CDD, précarité et licenciement et délocalisations facilités.

Le premier Ministre espagnol, le socialiste José Luis Zapatero en a tiré les conclusions et présenté les grandes lignes d'une réforme du marché du travail pour réduire l'écart entre employées à durée indéterminée bien protégée et un nombre grandissant de travailleurs précaires. La réduction de l'écart se fera, évidemment, aux dépens des fonctionnaires.

Le 12 mai, le gouvernement de Zapatero annonçait une forte réduction des salaires de la Fonction publique et des dépenses d'investissement de l'Etat dans le but d'économiser 15 milliards d'euros en 2010 et en 2011.

Le FMI se mêle, aussi, de l'économie française

Il préconise (lettre du 29 juillet 2009 du Conseil d'Administration du FMI) de poursuivre les réformes entamées par Nicolas Sarkozy et précise : « *Il s'agirait entre autres de continuer de faire preuve de modération dans l'établissement du salaire minimum (...) de relever l'âge légal du départ à la retraite pour promouvoir l'emploi des seniors...* »

Le Directeur général du FMI, DSK, n'hésite pas à prendre position sur l'âge légal de la retraite en France. Il retrouve les accents de Laurence Parisot pour asséner cet énorme mensonge : « *On vit 100 ans, on ne va continuer à avoir la retraite à 60 ans* » (Le Figaro du 20 mai 2010).

Une politique encore plus nocive

Avec DSK, la politique du FMI n'a pas change. Elle est toujours dirigée contre les salariés, les retraités, les peuples ; toujours aussi favorable, de façon éhontée, aux firmes transnationales, aux banques et aux spéculateurs.

Mais cette politique est aujourd'hui beaucoup plus nocive. Le FMI dispose effet, maintenant de moyens de nuire (1 000 milliards de dollars) autrement plus considérables qu'avant la crise.

Jean-Jacques Chavigné

[1] Damien Millet et Eric Toussaint : « *60 questions, 60 réponses sur la dette, le FMI et la Banque Mondiale* » aux Editions Sylepse.